

État d'exception, déchéance de la nationalité, répression syndicale...

# NON MILLE FOIS NON !

## ÉTAT D'URGENCE : TOUS COUPABLES ?



► **Le 11 janvier, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, présentait ses vœux devant 600 personnalités. Nous vous en livrons les extraits concernant la République et le refus de la constitutionnalisation de l'état d'urgence.**

« 2016, ce doit être l'année de la République pour tous, pas celle de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité qui, sous prétexte de combattre le terrorisme, en vérité ferait de trois millions d'adultes binationaux des sous-citoyens. Face aux crimes, des millions de Français ont dit, toute cette année 2015, leur attachement aux valeurs de la République. Mais ce mot est chaque jour sali par celles et ceux qui l'embrassent pour mieux l'étouffer ».

► Militants écologistes assignés à résidence, syndicalistes poursuivis au pénal, harcelés pour la couleur de leur peau, interdiction de manifester... tous suspects ? Et jamais la répression n'aura été aussi violente.

Et maintenant, la justice condamne les 8 de Goodyear à de la prison ferme. Leur « crime » ? Avoir retenu 30 heures, sans violence, deux dirigeants de l'entreprise qui procédait à la fermeture du site et 1200 suppressions d'emplois.

Ce jugement, par lequel Hollande, Taubira et Valls ont décidé d'intimider tous les salariés qui se battent pour leurs droits et leur emploi, est inacceptable.

## Voeux du PCF- 11 janvier 2016 -discours de Pierre Laurent – extraits

« [...]La République, ce n'est pas un slogan publicitaire ou un talisman que l'on brandira tel une tresse d'ail devant des vampires. **La République c'est une construction démocratique modifiée au fil des siècles, de la révolution à ce jour, dans de divers combats.** Pour nous, comme pour Jaurès, elle ne peut être que sociale et laïque, c'est-à-dire respectueuse de tous, attentive à donner à chacun les moyens de son épanouissement et de son émancipation. [...]

Il y a un an, la France disait son désir de paix et de République pour refuser la peur et la division. Des voix s'élevaient pour dire le mal-être des plus discriminés. C'est à tous qu'il fallait répondre pour hisser la République vers le meilleur. Las, rien n'a été fait à part de beaux discours. Et depuis le choc du 13 novembre, c'est l'espoir du 11 janvier qui est fauché et trahi. **Plus question de solidarité, mais seulement de surveillance. Plus question de liberté, mais seulement de suspicion.** Des moyens pour la police, très bien Monsieur Hollande. Mais, où sont les profs, les éducateurs, les formateurs, les maîtres d'apprentissage, les personnels soignants, les espaces culturels, les emplois associatifs, que la France – soi-disant en état d'urgence sociale – attend ?

**Disons-le haut et fort : l'égalité n'est pas compatible avec l'austérité !** Il faut sortir de la camisole libérale, faire mordre la poussière aux fondamentalistes de l'austérité. [...] Alors Monsieur le Président de la République, vous voulez changer la Constitution, d'accord. Nous aussi. Mais nous ne voulons pas la changer sous la dictée du terrorisme. Nous voulons la changer pour donner plus de pouvoirs au peuple, en finir avec ce régime plus personnel encore qu'une monarchie. [...] **Mais si c'est pour décider cette incroyable déchéance de nationalité, si c'est pour faire entrer dans le droit commun l'état d'exception, alors c'est non, c'est mille fois non.** [...]

2016, sera donc encore et toujours une année de combat. Et nous serons au rendez-vous pour relever la gauche du fossé dans lequel les gouvernants s'acharnent à l'enfoncer, sous le regard réjoui de la droite et de Madame Le Pen. [...] »

**A voir dans son intégralité sur [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)**

### **GOODYEAR, AIR-FRANCE, ERDF...**

#### **Non à la répression du combat pour la justice sociale**

« C'est la première fois, depuis un demi siècle qu'un gouvernement demande la prison ferme contre des syndicalistes, pour des actions menées en vue d'empêcher la fermeture de leur usine » déclare la CGT.

Comme le reconnaît Élisabeth Fortis, professeur de droit, dans le très patronal journal Les Échos, les peines inscrites dans le Code Pénal pour séquestrations, « *sont faites pour les crimes crapuleux, l'enlèvement d'enfant, pas les conflits sociaux* ». Syndicalistes d'Air-France licenciés pour une chemise, ceux d'ERDF à l'amende pour avoir accompagné une licenciée sur son poste de travail, militants écologistes assignés à résidence... et maintenant Goodyear... **la criminalisation de l'action syndicale et citoyenne, ça suffit.**

Dans leurs luttes pour la survie, les combats des salariés, désespérés à force de n'être pas entendus, sont de toutes façons moins violents que le saccage de leur vie.

**Les nouveaux textes en projet, aussi bien pour prolonger l'état d'urgence, que pour réformer la Constitution, obligent à se poser la question des libertés publiques.**

**RELAXE POUR LES HUIT DE GOODYEAR  
A l'appel de la CGT pétition initiée par plus  
de 200 personnalités.**

Signatures à adresser à [cabsg@cgt.fr](mailto:cabsg@cgt.fr) ou  
téléphoner au 01 55 82 83 06

**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :